

## **Indicateurs d'impact par paquets de mesure / Indicateurs de performance par mesures prioritaires**

### **Eléments de synthèse relatifs à la disponibilité des données et à leur déclinaison possible par populations et territoires**

**Concernant les indicateurs d'impact, deux types d'indicateurs sont proposés :**

- **des indicateurs d'impact nationaux**, qui mettent en évidence l'évolution générale de la pauvreté en France, et permettent de comparer la situation de notre pays à celle de nos voisins (Allemagne, Espagne, Suède et Royaume-Uni en particulier). Cette comparaison internationale devrait permettre de distinguer, au moins en partie, ce qui ressort de l'évolution structurelle de la pauvreté et des impacts de la conjoncture économique. Aussi, les trois indicateurs qu'il est envisagé de retenir sont la mesure de la pauvreté monétaire, les difficultés de conditions de vie et l'intensité du travail au sein de chaque ménage. Il s'agit des indicateurs suggérés par l'ONPES avant la conclusion des travaux de la conférence nationale (octobre 2011).
- **des indicateurs d'impact sectoriels / transverses développés ici**. Ils ont vocation, à partir de six des sept thèmes retenus pour les travaux de la conférence à mettre en évidence l'effet global du plan sur des « paquets » de mesures cohérents (« amélioration et effectivité des droits », « emploi et travail », « logement », « santé », « familles et enfance », « inclusion bancaire et surendettement »). Les mesures relevant du thème de la « gouvernance » ne semblent pas être de nature à donner lieu à un suivi direct de leur impact. La présente annexe propose des éléments de synthèse sur la date de disponibilité des données, et leurs déclinaisons possibles par populations et territoires.

*Notons que la notion de causalité est complexe à approcher pour ces deux types d'indicateurs ; ainsi, la pauvreté pourra être plus réduite par une croissance économique retrouvée que par les mesures du plan. Toutefois, ces différents thèmes sont les ceux sur lesquels le plan a pour ambition d'intervenir : il paraît donc pertinent de retenir des indicateurs qui permettent d'en suivre l'évolution générale. Des travaux d'évaluation plus précis, pris en charge par les administrations compétentes, seront plus pertinents pour démêler l'écheveau des causalités des évolutions notées. Il s'agit donc, au travers de ces indicateurs d'impact, de donner à voir une évolution générale de la situation de la pauvreté en France, au niveau national comme par niveaux sectoriels.*

**Concernant les indicateurs de performance, les indicateurs correspondant aux mesures prioritaires sont ici proposés. Ils visent à évaluer l'effet concret et direct de ces mesures sur leur public-cible.**



1. INDICATEURS D'IMPACT PAR PAQUETS DE MESURE

Paquet	Indicateur(s) d'impact transversaux	Source	Disponibilité	Approche par population	Approche par territoires	Comparaison européenne possible	Intérêt	Cible / évolution souhaitable
Amélioration et effectivité des droits	<i>Intensité de la pauvreté des bénéficiaires de minima sociaux (RSA socle / AAH / ASV et ASPA)</i>	Enquête ERFS (INSEE)	Année N+2	Familles monoparentales	Déclinable pour ZUS / non-ZUS Réunion (2015 pour 2013 avec Filosofi)	Non	Permet de mesurer l'impact des revalorisations et des mesures spécifiques aux minima sociaux – au niveau des individus	Chute de l'intensité
	<i>Taux de pauvreté des travailleurs</i>	Enquête ERFS (INSEE) (permet de faire des déclinaisons)	Année N+2	Familles monoparentales (si ERFS)	Déclinable pour ZUS / non-ZUS (si ERFS)	Oui source :SILC	Est une mesure systémique des politiques de soutien à l'activité (augmentation du temps de travail, incitations financières)	Chute du taux
Emploi et travail	<i>Taux d'emploi de la population en âge de travailler</i>	EEC (INSEE)	Année N+ 2 mois	Familles monoparentales et les jeunes	DOM ZUS Communes isolées (voir avec l'Insee)	Oui Source : EFT	Approcher les retraits d'activité	Progression
	<i>Taux de chômage</i>	EEC (INSEE)	Année N+2 mois	Familles monoparentales et les jeunes	DOM ZUS Communes isolées (voir avec l'Insee)	Oui source : EFT	Mesure l'évolution de l'emploi	Chute
	<i>Taux de chômage de très longue durée – 24 mois et attention particulière à 12 mois</i>	EEC (INSEE)	Année N +1	Familles monoparentales et les jeunes	DOM ZUS Communes isolées (voir avec l'Insee)	Oui source : EFT	Mesure le rapprochement de l'emploi des personnes très éloignées	Chute
	<i>Part des jeunes en emploi ou en formation</i>	EEX (INSEE)	Année N+1	-	ZUS, DOM	A confirmer	Se concentrant sur un public cible vulnérable, permet d'approcher en creux l'un des facteurs de pauvreté fort pour ce public	Hausse
Logement	<i>Taux d'effort médian en logement par quartile de niveau de vie en distinguant locataires et accédants à la propriété</i>	SRCV (INSEE)	Année N+2 (expertise des variations annuelles à mener)	Familles monoparentales dans leur ensemble	Les données CNAF ont des limites statistiques liées au champ	Hétérogénéité des sources à expertiser (SILC et OCDE)	Approcher l'effet des mesures qui visent à aider à se loger à moindre coût	Chute du taux d'effort, notamment pour les premiers quartiles
	<i>Taux d'effort en énergie par quartile</i>	SRCV (INSEE)	Année N+2 (expertise des variations annuelles à mener)	Familles monoparentales dans leur ensemble	Non	Oui (sous réserve de disponibilité de l'indicateur dans les délais) Source SILC	Approcher l'effet des mesures qui visent à réduire la facture énergétique	Chute du taux d'effort, notamment pour les premiers quartiles
Santé	<i>Taux de renoncement aux soins, en isolant le motif financier</i>	ESPS (IRDES)	Bisannuelle, en N+1	Familles monoparentales Jeunes		Oui Source : SILC	Mesure le fait de se priver de soins pour des raisons financières. Le plan prévoit des dispositifs moins onéreux	Chute

	<i>RAC en santé selon le décile de niveau de vie</i>	INES-OMAR (DREES)	Bisannuelle , en N+3	Non	Non	Non	Mesure l'effort nécessaire pour se soigner	Chute A examiner en lien avec le taux de renoncement, au regard des interactions possibles
	<i>Santé bucco-dentaire des enfants</i>	Cycle triennal d'enquête en milieu scolaire (DEPP)	Tous les six ans (prochain point grande section de maternelle 2012-2013 en 2014, CM2 en 2014-2015 en 2017, 3 <sup>ème</sup> en 2014-2016 en 2018)	Familles monoparentales	« ZEP »/ DOM	Non	Mettre en lumière un des indicateurs de santé particulièrement discriminant en matière sociale	Indicateur qualitatif qui permet de mettre l'accent sur un aspect de l'état de santé fortement corrélé aux conditions de vie – distinctions par catégorie sociale
<b>Familles et enfance</b>	<i>Taux de pauvreté des personnes vivant dans un ménage avec enfants, distinction avant et après impact du système socio-fiscal</i>	ERFS (INSEE)	Année N+2	Familles monoparentales Couples avec trios enfants ou plus	ZUS/ Non-ZUS La Réunion ( 2015 pour 2013 avec Filosofi)	Oui	Objectiver les liens entre composition du foyer et conditions de vie	Baisse Hausse de l'impact du système socio-fiscal (à confirmer)
	<i>Taux de pauvreté des enfants, distinction avant et après impact du système socio-fiscal</i>	ERFS (INSEE)	2015 pour 2013	Familles monoparentales	ZUS/ Non-ZUS La Réunion ( 2015 pour 2013 avec Filosofi)	Oui	Préciser l'indicateur précédent sur la seule population des enfants	Chute / chute plus forte que le taux global
	<i>Part des élèves de CM2 maîtrisant les connaissances de base</i>	DEPP	Année N+1	A préciser	A préciser	A confirmer – source PISA envisageable pour ce faire	Mesure de l'accès à la connaissance / prédictif de la capacité d'insertion	Augmentation du taux d'acquisition des savoirs de base
<b>Inclusion bancaire et surendettement</b>	<i>Taux d'endettement par quartile</i>	Enquête patrimoine (INSEE)	Tous les 3 ans, année à partir de 2015, année N+ 2 (dernière année connue ; 2010)	A préciser	A préciser	A confirmer	Le plan prévoit des mesures d'éducation financière	Chute de l'endettement pour les premiers quartiles
	<i>Taux de bancarisation</i>	Enquête patrimoine (Insee) et BMS sur le champ des bénéficiaires de minima sociaux (DREES)	Tous les 3 ans, année à partir de 2015, année N+ 2 (dernière année connue ; 2010) 2012 pour l'enquête BMS	A préciser	A préciser	A confirmer	Le plan prévoit des mesures d'accès aux banques. La définition de la bancarisation est celle retenue dans le cadre actuel du rapport du gouvernement au Parlement	Augmentation
	<i>Nombre de dossiers de surendettement déposés et part de dossiers jugés recevables</i>	Banque de France	Année N+7 mois	Non	Non		Mesurer l'évolution du surendettement, facteur important de pauvreté	Baisse (à législation inchangée)
<b>Gouvernance</b>	N/A	-	-					

## 2. INDICATEURS DE PERFORMANCE PAR MESURES PRIORITAIRES

Mesures prioritaires	Indicateur(s) d'impact transversaux	Source	Disponibilité	Approche par population	Approche par territoires	Comparaison européenne possible	Intérêt	Cible
<b>Amélioration et effectivité des droits</b>	Taux de non-recours à l'ACS et à la CMU-C	Cnamts/RSI/MSA-Ines (DREES)	N+1	Familles monoparentales	Distinction ZUS/non-ZUS	N/A	Mesurer le non-recours en croisière sur deux aides	Diminution
	Nombre de départements ayant atteint les objectifs de réduction du non-recours fixés la suite des expérimentations 77 et 44	Ministère de l'Intérieur – à confirmer	A préciser – en fonction de la date de fixation des objectifs / pas avant 2014	A préciser en fonction de la nature des objectifs définis	Niveau départemental	N/A	Après la phase expérimentale, mesure de l'efficacité de l'action publique en matière de non-recours	Augmentation du nombre de départements atteignant les objectifs
<b>Facilitation de l'accès à l'emploi et stabilisation dans un emploi durable</b>	% de sorties en emplois durables de bénéficiaires de nouveaux contrats aidés	Enquête sortants de contrats aidés (DARES)	Année N+2	Jeunes	ZUS/non ZUS	N/A	Efficacité des mesures d'accès à l'emploi	Augmentation
<b>Garantie jeunes</b>	A définir par le groupe de travail <i>ad hoc</i>							
<b>Production de logement social et très social</b>	La mesure étant très orientée sur des objectifs de production, il est décidé de se concentrer sur les indicateurs quantitatifs qui relèvent de la mesure de la mobilisation. Ces indicateurs pourront, le cas échéant, être complétés par des appréciations qualitatives en fonction des données disponibles.							
<b>Remédier à l'effectivité partielle du DALO</b>	Part des personnes relogées parmi les personnes désignées prioritaires par les commissions de médiation DALO et n'ayant pas refusé l'offre	DGALN (enquête auprès des DDE)	Année n +1	A expertiser avec le ministère du logement	Territorialisation à rechercher sur les Paris, Lyon et Marseille – à expertiser avec le ministère du logement	N/A	Efficacité du plan sur l'amélioration du DALO	Augmentation
<b>Mettre fin à la gestion au thermomètre de l'hébergement d'urgence</b>	Taux de sortie vers le logement des personnes hébergées	Enquête ES (DREES)	Enquête quadriennale – (dernière année : 2012) en N+1. Des indicateurs locaux intermédiaires pourront être recherchés ; de même que des indicateurs de mobilisation compléteront utilement cet indicateur (ex : nombre de CHRS restant ouverts l'été)	Type de famille	Non	N/A	Le plan prévoit plus d'ouverture des CHRS et plus de transition vers le logement ordinaire > cet indicateur mesure l'efficacité du second volet	Augmentation
<b>Permettre l'accès à des complémentaires de qualité</b>	Nombre d'éligibles supplémentaires à la CMUC et l'ACS	INES (DREES-INSEE) – une enquête de la DREES permettra des compléments utiles sur l'évolution du contenu des	Année N+1	Oui	Non	Non	Mesure le soutien au recours à la santé	Augmentation à court terme ; diminution à terme avec la diminution de la pauvreté) / Lien à faire le lien avec l'indicateur de recours

		couvertures complémentaires						
<b>Dynamiser les structures de soins de proximité</b>	A préciser – la SNS et la mission confiée à la sénatrice Archimbaud permettront de définir des indicateurs adéquats							
<b>Améliorer l'accueil en structures collectives des enfants de moins de 3 ans issus de milieux modestes</b>	% d'enfants pauvres accueillis en structure collective	Indicateurs CNAF (COG – en cours d'expertise) Indicateurs locaux	Niveau national et territorialisation : à définir	A préciser	A préciser	Non	Permet d'approcher l'ouverture des structures aux familles pauvres.	Augmentation
<b>Améliorer l'accès à la restauration scolaire en rendant effectif le principe de non discrimination</b>	% d'enfants ayant un accès aux services de restauration collective	Au niveau national : BDF (Insee), comme point de référence Indicateurs locaux	Au niveau national Tous les cinq ans (dernière année : 2011, disponible en 2013)	A préciser	A préciser	Non	Permet de mesurer l'effet de l'ouverture sur l'accès effectif des familles	Augmentation
<b>Développer un réseau de points conseil budget</b>	Travaux en cours au sein du GT / Mesures locales à envisager							
<b>Améliorer la procédure de traitement du surendettement</b>	Délai moyen de traitement d'un dossier à la BDF	BDF	Annuel – N+6 mois	N/A	N/A	N/A	Mesure de l'efficacité des procédures	Chute
<b>Mieux articuler les différents niveaux de compétence</b>								
<b>Donner un nouveau souffle aux SIAO</b>								
<b>Développer la participation des personnes en situation de pauvreté et de précarité</b>							Une évaluation sur le 8ème collège devrait être remise en fin d'année. Voir côté ANSA – solliciter des évaluations qualitatives – évaluation des instances.	